



## Revue des missions #2

**La revue des missions qu'on ne reverra jamais ?  
Du déjà vu dans nos ministères...**

### Les ingrédients de la

**« recette »** (en savoir plus ICI):

- La réforme de l'organisation territoriale de l'État incluant préfectoralisation des services et dépeçage des directions régionales.
- Les coupes sombres à chaque Loi de finances qui génèrent des plans sociaux dans les EP et services..

### Les prochaines cibles :

- les missions relatives aux fonctions support, à la connaissance des territoires, aux transports, à la prévention des risques, à l'évaluation environnementale, à l'énergie et au climat.

### Et les missions qui passeraient au travers de la « revue » Pompili? :

- elles feront les frais de la loi 4D Gourault si elle va à son terme! (mise sous tutelle préfectorale des opérateurs et leur mutualisation)

### Déjà des premières victimes :

- Les missions urbanisme/aménagement/logement (en savoir plus ICI)
- Les missions « fiscalité de l'urbanisme » des DDT(M) décidées comme transférées aux Finances (en savoir plus ICI).
- Les missions « publicités » des DDT(M) annoncées comme transférées aux collectivités (en savoir plus ICI).

### Le questionnement :

- vos missions ont-elles vraiment un intérêt ou ne pourraient-elles pas être mieux faites par d'autres ou pas du tout ?



RETOUR VERS LA RGPP

Logement  
VNF IGN  
ANCOLS  
Aménagement  
Agences de l'eau  
Risques  
DREAL  
CEREMA Météo France  
Ecoles et centres de formation  
DDTM  
DIRM  
Ecologie  
Administration centrale  
OFB  
DGAC  
DIR  
Parcs nationaux  
VNF Transports

### N° spécial :

**Les missions eau/biodiversité sur le grill...**

**Réunion du 5 mars 2021**

**avec la SG du MTE, la DG de la DGALN et le Directeur de l'Eau  
et de la Biodiversité**

# Revue des missions

## Rubrique eau/biodiversité

Dans le cadre du projet de transformation de la DGALN, 6 politiques publiques ont été cartographiées sur le champ du programme PEB et une politique en lien avec le programme UTAH (politiques qui s'inscrivent dans un cadre européen et international fort) :

- ✓ garantir la qualité de l'eau, un partage équilibré de ses usages, une gestion durable de la ressource et protéger et restaurer les écosystèmes aquatiques
- ✓ garantir l'approvisionnement durable des activités humaines en ressources minérales et en bois
- ✓ préserver ou restaurer l'équilibre des populations d'espèces, au moyen de leur protection ou de leur gestion et de la limitation des pressions
- ✓ gérer et protéger des espaces naturels (terrestres, littoraux et marins)
- ✓ protéger les milieux marins et littoraux face aux pressions exercées par les activités et les changements globaux
- ✓ préserver et promouvoir la qualité et la diversité des paysages

et une politique publique aux interfaces entre programme PEB et UTAH : garantir un aménagement durable et la cohésion des territoires.

### De quoi parle-t-on ?

#### Quelles propositions ? (à retrouver ICI)

→ Partant du postulat non démontré que nos services et EP sont au mieux redondants, au pire concurrents :

- Transfert des laboratoires d'hydrobiologie des DREAL à l'OFB (en savoir plus ICI)
- Trancher entre DDT(M) et OFB pour les contrôles terrain
- Mieux « articuler » Agences de l'Eau et services déconcentrés
- Transfert (ou suppression!) de SISPEA des DDT(M) vers l'OFB ou les Agences de l'Eau
- Supprimer un échelon dans la politique de l'Eau (National/Bassin/Régional/Départemental)
- Centraliser l'instruction des dossiers CITES
- Interdépartementaliser ce qu'il restera des missions publicités après la loi « Climat »

En résumé : 1+1=1 (au mieux)

→ Partant du postulat que d'autres pourront faire ce que l'on ne peut/veut plus faire :

- Achèvement du transfert des missions « chasse » des DDT(M) aux fédérations de chasse
- Transfert de la gestion des sites Natura 2000 aux Régions (dans le cadre de la loi 4D)
- Arrêt de l'intervention de l'État dans les espaces protégés relevant des collectivités
- Transfert de missions « pêche » des DDT(M) vers les fédérations de pêche

En résumé : 1-1=0

→ Transformation numérique et allègement de missions d'instruction au niveau départemental : l'objectif n'est pas d'améliorer les conditions de travail ni permettre de se redéployer sur des missions techniques. Il s'agit simplement de pouvoir justifier que l'on peut supprimer des effectifs !

#### Et les agents dans tout cela ?

→ Ce n'est manifestement pas le sujet de préoccupation de l'administration. Ils ne sont que la malheureuse composante d'une « trajectoire d'ETP » descendante, pions à déplacer au gré de la redistribution/suppression des missions. Quant à la gestion des compétences indispensables au portage des politiques Eau/Biodiversité, rien à part un engagement à y veiller...

Comme dans l'ensemble des domaines d'intervention de nos ministères, un message clair qui vous est adressé :

**« Vos missions sont au mieux un doublon, elles seront mieux assurées par d'autres, ou au pire elles ne sont pas utiles ! »**



## Pour FO, cette déclinaison de la « revue des missions » confirme nos craintes:

Se mettre au « garde à vous » face aux injonctions du ministère du budget sur les effectifs, du ministère de l'Intérieur pour rendre l'application des politiques « au gré du territoire et suivant l'humeur du préfet », du Premier ministre sur la disparition programmée de l'échelon régional des ministères.



Dans ce domaine comme dans les autres, FO refusera de se laisser embarquer dans un exercice de choix du bras ou des jambes à couper à notre pôle ministériel.

## ***D'autres choix sont possibles !***

- **Pour** un État présent, pertinent et cohérent à tous les étages de la République
- **Pour** la reconnaissance et la valorisation de la plus-value des ministères techniques
- **Pour** un État à l'écoute et partenaire éclairant des collectivités locales

- **Pour** un réseau de formation et de recherche ministériel conforté : sans écoles, pas de ministères techniques...et inversement !
- **Pour** un État réellement connecté au territoire, que l'on peut encore toucher du doigt... et pas seulement de la souris
- **Pour** un État qui sera encore là quand on l'appellera à l'aide
- **Pour** une ambition réaffirmée dont l'hypothèse de base ne peut être la contrainte budgétaire
- **Pour** la consolidation des compétences des services et des agents via des parcours professionnels ministériels
- **Pour** des parcours professionnels dans une Fonction publique attractive, valorisée et fière de sa diversité
- **Pour** le retour à des conditions de travail décentes et la prise en compte de l'humain dans l'organisation des services

